



La Commune



Quatre mois après l'insurrection

Bolivie

Le 17 octobre 2003 une insurrection populaire a balayé le gouvernement pro-impérialiste de Sanchez de Losada. Le mot d'ordre central de l'insurrection était la récupération du pétrole et du gaz que les multinationales prétendaient exporter à leur bénéfice aux Etats-Unis. Cependant, c'est l'ancien vice-président Carlos Mesa qui gouverne aujourd'hui. Il déclare qu'il y aura un référendum pour répondre à la question si le gaz doit être exporté ou non, tandis que les multinationales, et particulièrement les pétrolières, continuent de faire d'excellentes affaires.

Ceux qui ont assassiné plus de cent ouvriers l'an passé continuent d'être libres et Carlos Mesa déclare qu'il continuera à gouverner jusqu'en 2007. Une grève générale annoncée par la COB au début de février contre l'augmentation du prix des combustibles annoncée par le gouvernement a été annulée avant qu'elle ne commence par la COB elle-même, après que le gouvernement ait reculé en partie sur l'augmentation annoncée. Comment le président Carlos Mesa a-t-il pu se permettre cela sans provoquer une nouvelle explosion ?

Le soutien des dirigeants

Durant l'insurrection d'octobre des centaines de milliers de paysans, d'ouvriers, de chômeurs, d'étudiants, d'instituteurs, tenaient le pouvoir à portée de mains, mais les principaux dirigeants des organisations ouvrières et populaires, principalement Jaime Solares de la COB, Quispe le leader de la CSUTBC, et Evo Morales, dirigeant du MAS, le parti le plus populaire du pays, s'opposèrent à la conquête du pouvoir par les organisations ouvrières et populaires et soutinrent l'ascension du vice-président Carlos Mesa, allant jusqu'à voter pour lui au Parlement. Le mécontentement s'est alors exprimé parmi l'avant-garde ouvrière et populaire qui était à la tête de l'insurrection. Pour les masses, le soutien de leurs dirigeants à Carlos Mesa, leur a fait croire à un possible changement..

Les luttes n'ont pas cessé pour autant, il y a eu de nombreuses occupations de terres, des grèves de chauffeurs routiers et d'enseignants, ainsi qu'une importante manifestation des habitants de la ville d'El Alto, revendiquant des postes d'instituteurs. Mais Carlos Mesa garde toujours un certain niveau de popularité qu'il tente de maintenir en opérant une manoeuvre de diversion sur la revendication historique d'une façade maritime pour la Bolivie. Façade maritime qui lui été enlevée, il y a plus d'un siècle, par le Chili dans la guerre du Pacifique (1879-1883) .

l'assemblée de la COB et le MAS

En janvier une assemblée de soixante cinq syndicats de la COB a appelé à une grève générale illimitée. Dans cette assemblée, Jaime Solares, le leader de la COB, a déclaré : *"le gouvernement de Carlos Mesa n'est rien de plus que la continuité de celui du président Sanchez de Losada"* , en lançant un appel aux organisations paysannes en leur proposant pour un futur front politique d' *"unir leurs forces avec un seul objectif : prendre les rênes de l'état pour que le peuple gouverne et obtienne un salaire décent qui lui permette de vivre"* , et dans l'immédiat il fixe à la grève l'objectif de *"la fermeture du Parlement"* , une augmentation des salaires, et le châtement des forces de répression. Dans cette même assemblée, le sénateur Filemon Escobar, vieux dirigeant mineur et l' un des dirigeants du MAS affirme qu'il est nécessaire de *"préserver le Congrès, la voie électorale et le gouvernement de Mesa pour ne pas ouvrir la voie à un possible coup d'état militaire"* (Econoticias Bolivia).

Alors que la COB n'organise même pas un plan d'action discuté avec la base et les travailleurs en conflit et centre sa politique contre le Parlement et non contre Carlos Mesa, le MAS, pour sa part, continue de désigner ouvertement Carlos Mesa, en fixant comme horizon politique les élections municipales de décembre, sans mener la moindre campagne contre le référendum traître sur le gaz que le gouvernement veut organiser en avril. Telle est la raison pour laquelle la grève générale illimitée n'a pas eu lieu et le mot d'ordre en a été levé sans que personne ne soit consulté. Plus que jamais l'insurrection a démontré la nécessité, pour l'héroïque avant-garde ouvrière et populaire bolivienne de construire un parti révolutionnaire qui dirigera le mouvement ouvrier et paysan vers la conquête du pouvoir politique par ses organisations.

Bien que la possibilité de la grève générale s'est éloignée temporairement, les ouvriers et les paysans reprendront, à nouveau, le chemin de la lutte, car ils n'ont pas subi de défaite, au contraire ils sortent d'une insurrection victorieuse, et surtout parce que les problèmes essentiels du salaire, de la terre, de la propriété du pétrole et du gaz n'ont pas été résolus et restent aux mains des multinationales. La bataille essentielle réside en ce que les syndicats, la COB, les associations de quartiers, la Centrale paysanne, adoptent un programme de nationalisation sans indemnisation du pétrole et du gaz, de réforme agraire avec distribution des terres et de crédits aux paysans, d'augmentation des salaires, et avec ce programme, s'appuyant sur les organisations qui à la base prirent la tête de l'insurrection d'octobre, engager la bataille contre Carlos Mesa et, en premier lieu, rejeter le référendum traître d'avril en préparant un plan d'action basé sur toutes les revendications populaires.

Voir aussi dans la catégorie Bolivie



Troisième mandat pour Evo Morales

Le dimanche 12 octobre la Bolivie votait pour désigner son nouveau président. Les derniers sondages donnaient Evo Morales vainqueur avec 56% de voix dès le premier tour. Les Boliviens viennent de... >>

Un pays en ébullition

Plus de 200 000 manifestants, ouvriers et paysans ont, à l'appel du MAS, de la CSUTCB (Confédération paysanne), de la Fejuv (Associations des habitants) de El Alto, de la COB (Centrale Ouvrière... >>

Rumeurs de coup d'état

élu avec près de 54 % des voix en décembre 2005, le premier Président amérindien de Bolivie, Evo Morales, soutenu par son parti le MAS, (Mouvement vers le Socialisme) majoritaire au Parlement, a... >>

Une nouvelle étape

l'adoption de la nouvelle Constitution et la décision prise par le gouvernement d'Evo Morales d'appeler à un référendum ouvrent une nouvelle étape dans la situation politique que connaît la... >>

Une situation tendue

Le lundi 22 janvier 2006, il y a juste un an, Evo Morales accédait à la Présidence de la Bolivie avec 53,7 % des voix aux élections présidentielles. À l'occasion de cet anniversaire, il a fait... >>

Les plus mauvais jours

Evo Morales a gagné les élections présidentielles de décembre 2005 avec 54 % des voix. Avec ce score, il écrasait sans appel l'ensemble des partis des anciens Présidents, Sánchez de Losada et... >>
